Conditions générales de vente SHALVA

Magazines papier et contenus numériques à télécharger

Dernière mise à jour : **12/11/2026**

Les présentes conditions précisent les modalités des achats réalisés par des particuliers sur shalvamagazine.fr : commande, paiement, réception des magazines papier, téléchargement des contenus numériques et droits des consommateurs.

1 Identité du vendeur

La boutique accessible sur shalvamagazine.fr est exploitée sous le nom commercial SHALVA par le vendeur identifié ci-dessous.

Nom ou dénomination : **SHALVA MAGAZINE**

Statut juridique et, pour un entrepreneur individuel, mention EI : **shalva**

Adresse professionnelle : **Boulevard montaigut 94000 creteil**

SIREN et SIRET : **[À COMPLÉTER]**

Immatriculation au registre applicable : **NON APPLICABLE]**

Téléphone : 06 28 33 ** **

E-mail : contact@shalvamagazine.fr

2 Champ d'application et produits

Les présentes conditions s'appliquent aux achats effectués sur la boutique SHALVA par des particuliers agissant à des fins non professionnelles. Elles couvrent les magazines papier vendus à l'unité et les contenus numériques fournis ponctuellement par téléchargement, notamment les magazines, cahiers d'activités et fichiers PDF ou EPUB, y compris sous la marque SHALVA Kids lorsque ces produits sont proposés.

Chaque fiche précise les caractéristiques essentielles, le prix et la disponibilité du produit. Pour un contenu numérique, elle indique le format, les fonctionnalités, les compatibilités connues et les éventuelles restrictions d'utilisation ou de téléchargement.

Un fichier numérique ne comprend pas de produit papier, sauf mention explicite sur la fiche. Les abonnements, les prestations de services et les autres produits physiques ne sont pas couverts par les présentes conditions.

3 Prix et frais de réception

Les prix sont indiqués en euros, toutes taxes comprises selon le régime fiscal applicable au vendeur. Le prix applicable est celui affiché lors de la commande.

TVA non applicable, article 293 B du CGI.

Le retrait dans un point proposé est gratuit. Pour les destinations éligibles, la livraison à domicile est facturée 4,90 € par commande de produits physiques. Les frais et le total à régler sont indiqués avant la validation définitive. Aucun frais de livraison postale ne s'applique aux produits numériques.

4 Commande et paiement

La cliente sélectionne ses articles et les quantités souhaitées, renseigne ses coordonnées et choisit, pour les articles papier, son mode de réception. Elle peut vérifier et corriger sa commande avant de la valider.

Les présentes conditions sont consultables avant l'achat. La validation finale s'effectue par un bouton indiquant sans ambiguïté l'obligation de paiement. Les moyens de paiement acceptés et leurs éventuelles conditions sont présentés avant cette validation.

Le paiement est exigible à la commande selon les modalités du moyen choisi. Les commandes réglées par un moyen à confirmation différée sont exécutées après confirmation du paiement. Un e-mail récapitulatif de la commande et les présentes conditions, sur un support durable, sont adressés à la cliente. Un accusé d'enregistrement ne vaut pas, à lui seul, confirmation du paiement.

Si un article devient indisponible après commande, le vendeur en informe la cliente et rembourse les sommes correspondant à cet article ainsi que les frais devenus sans objet. Aucun remplacement n'est imposé sans son accord.

5 Livraison des magazines papier

Zones desservies : **FRANCE Metropolitaine**

Pour les articles disponibles, l'expédition intervient dans un délai maximal de 7 jours ouvrés après confirmation du paiement. Ce délai de préparation est distinct du délai d'acheminement.

Délai maximal total de livraison, préparation et transport compris : **14 jours ouvrés** après confirmation du paiement.

Pour une précommande ou une parution à venir, la date ou le délai spécifique de livraison est annoncé sur la fiche produit avant l'achat et rappelé dans la confirmation de commande.

La livraison est effectuée à l'adresse renseignée par la cliente. Toute erreur constatée doit être signalée rapidement à contact@shalvamagazine.fr afin de rechercher une solution.

Le vendeur reste responsable de la bonne exécution de la livraison jusqu'à la prise de possession physique du bien par la cliente ou le tiers qu'elle désigne, sous réserve des exceptions légales. En cas de colis manquant, endommagé ou incomplet, la cliente contacte le vendeur. L'absence de réserves à réception ne supprime pas ses garanties légales.

En cas de dépassement du délai convenu, la cliente dispose des recours prévus aux articles L. 216-6 et suivants du Code de la consommation. Elle peut notamment demander la livraison dans un délai supplémentaire raisonnable, puis résoudre le contrat si la livraison n'intervient pas. Dans les situations où la loi le permet, la résolution peut être immédiate. Les sommes dues sont alors remboursées dans le délai légal de 14 jours suivant la résolution.

6 Retrait gratuit

La cliente choisit son point de retrait parmi les lieux proposés lors de la commande. Le point sélectionné figure dans le récapitulatif et la confirmation de commande. Aucun frais de livraison ne lui est facturé pour ce mode de réception.

La cliente reçoit un e-mail ou un message lorsque son magazine est disponible, avec les informations pratiques nécessaires au retrait. Elle doit attendre cet avis avant de se déplacer.

Délai maximal de mise à disposition : **15 jours**. Durée de conservation au point de retrait après l'avis de disponibilité : **10 jours.**

En cas de difficulté à récupérer la commande, la cliente peut écrire à contact@shalvamagazine.fr pour convenir d'une solution. Le non-retrait ne vaut pas, à lui seul, notification de rétractation ni renonciation aux droits légaux.

7 Fourniture des contenus numériques

Les contenus numériques sont fournis ponctuellement par téléchargement, sans expédition postale. Les conditions techniques nécessaires à leur lecture et, le cas échéant, à leur impression sont indiquées sur chaque fiche avant l'achat.

Modalités d'accès : **LIEN DANS L'E-MAIL ET/OU ESPACE CLIENT**. Délai maximal de fourniture après paiement : **Selon modalités ecrites sur la fiche produit.** Durée de validité du lien : 6 mois . Nombre de téléchargements autorisés : **10.**

La fourniture anticipée pendant le délai de rétractation intervient uniquement après recueil des accords prévus à l'article 8. À défaut, la fourniture est organisée après l'expiration de ce délai, sauf exercice du droit de rétractation.

Pour les fichiers PDF ou EPUB, un logiciel compatible est nécessaire. Les fonctionnalités, mesures de protection éventuelles et restrictions de licence sont précisées sur la fiche. En cas de lien défectueux, de fichier inaccessible ou de difficulté technique, la cliente contacte contact@shalvamagazine.fr avec son numéro de commande.

8 Droit de rétractation

Magazines papier vendus à l'unité

Conformément à l'article L. 221-28, 10° du Code de la consommation, le droit légal de rétractation ne s'applique pas à la fourniture d'un journal, d'un périodique ou d'un magazine vendu à l'unité, hors contrat d'abonnement. Cette exception doit être portée à la connaissance de la cliente avant son achat.

Elle ne supprime aucun droit lié à une erreur imputable au vendeur, à un défaut, à une non-conformité ou à une absence de livraison.

Contenus numériques sans support matériel

La cliente dispose en principe de 14 jours à compter de la conclusion du contrat pour se rétracter, sans avoir à justifier sa décision.

Pour un accès avant la fin de ce délai, le vendeur recueille préalablement son consentement exprès au commencement de la fourniture anticipée et sa reconnaissance expresse de la perte de son droit de rétractation. Ces accords lui sont confirmés sur un support durable, notamment par e-mail. Lorsque ces conditions sont remplies et que la fourniture commence, le droit de rétractation est perdu conformément à l'article L. 221-28, 13° du Code de la consommation.

L'acceptation générale des présentes conditions ne remplace pas ces accords exprès. À défaut de respect des conditions légales de perte du droit, la cliente conserve les droits que la loi lui reconnaît.

Exercice du droit lorsqu'il s'applique

La cliente peut notifier sa décision avant l'expiration du délai par une déclaration dénuée d'ambiguïté envoyée à contact@shalvamagazine.fr ou à l'adresse professionnelle du vendeur. Elle peut utiliser le formulaire figurant à la fin des présentes conditions, sans y être obligée.

La rétractation peut également être exercée au moyen de la fonctionnalité en ligne accessible ici : lien

Une confirmation de la déclaration est adressée sans retard injustifié sur un support durable.

En cas de rétractation valable, le vendeur rembourse les sommes dues dans les 14 jours suivant la notification, avec le moyen de paiement utilisé lors de l'achat, sauf accord exprès pour un autre moyen sans frais. La cliente cesse d'utiliser le contenu numérique concerné et s'abstient de le mettre à disposition de tiers.

9 Garanties légales

Les garanties légales s'appliquent indépendamment du droit de rétractation et d'une éventuelle garantie commerciale. Un produit défectueux ou non conforme n'est pas exclu d'une prise en charge au seul motif qu'il a été reçu, ouvert ou téléchargé.

La cliente peut demander leur mise en œuvre à contact@shalvamagazine.fr ou à l'adresse professionnelle indiquée à l'article 1, en précisant le numéro de commande et le défaut constaté. Les modalités légales sont reproduites dans les deux encadrés ci-dessous.

Garanties des biens physiques

Encadré réglementaire prévu par l'annexe à l'article D. 211-2 du Code de la consommation, partie A.

> Le consommateur dispose d'un délai de deux ans à compter de la délivrance du bien pour obtenir la mise en œuvre de la garantie légale de conformité en cas d'apparition d'un défaut de conformité. Durant ce délai, le consommateur n'est tenu d'établir que l'existence du défaut de conformité et non la date d'apparition de celui-ci.
>
> Lorsque le contrat de vente du bien prévoit la fourniture d'un contenu numérique ou d'un service numérique de manière continue pendant une durée supérieure à deux ans, la garantie légale est applicable à ce contenu numérique ou ce service numérique tout au long de la période de fourniture prévue. Durant ce délai, le consommateur n'est tenu d'établir que l'existence du défaut de conformité affectant le contenu numérique ou le service numérique et non la date d'apparition de celui-ci.
>
> La garantie légale de conformité emporte obligation pour le professionnel, le cas échéant, de fournir toutes les mises à jour nécessaires au maintien de la conformité du bien.
>
> La garantie légale de conformité donne au consommateur droit à la réparation ou au remplacement du bien dans un délai de trente jours suivant sa demande, sans frais et sans inconvénient majeur pour lui.
>
> Si le bien est réparé dans le cadre de la garantie légale de conformité, le consommateur bénéficie d'une extension de six mois de la garantie initiale.
>
> Si le consommateur demande la réparation du bien, mais que le vendeur impose le remplacement, la garantie légale de conformité est renouvelée pour une période de deux ans à compter de la date de remplacement du bien.
>
> Le consommateur peut obtenir une réduction du prix d'achat en conservant le bien ou mettre fin au contrat en se faisant rembourser intégralement contre restitution du bien, si :

1° Le professionnel refuse de réparer ou de remplacer le bien ;

2° La réparation ou le remplacement du bien intervient après un délai de trente jours ;

3° La réparation ou le remplacement du bien occasionne un inconvénient majeur pour le consommateur, notamment lorsque le consommateur supporte définitivement les frais de reprise ou d'enlèvement du bien non conforme, ou s'il supporte les frais d'installation du bien réparé ou de remplacement ;

4° La non-conformité du bien persiste en dépit de la tentative de mise en conformité du vendeur restée infructueuse.

Le consommateur a également droit à une réduction du prix du bien ou à la résolution du contrat lorsque le défaut de conformité est si grave qu'il justifie que la réduction du prix ou la résolution du contrat soit immédiate. Le consommateur n'est alors pas tenu de demander la réparation ou le remplacement du bien au préalable.

Le consommateur n'a pas droit à la résolution de la vente si le défaut de conformité est mineur.

Toute période d'immobilisation du bien en vue de sa réparation ou de son remplacement suspend la garantie qui restait à courir jusqu'à la délivrance du bien remis en état.

Les droits mentionnés ci-dessus résultent de l'application des articles L. 217-1 à L. 217-32 du code de la consommation.

Le vendeur qui fait obstacle de mauvaise foi à la mise en œuvre de la garantie légale de conformité encourt une amende civile d'un montant maximal de 300 000 euros, qui peut être porté jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires moyen annuel (article L. 241-5 du code de la consommation).

Le consommateur bénéficie également de la garantie légale des vices cachés en application des articles 1641 à 1649 du code civil, pendant une durée de deux ans à compter de la découverte du défaut. Cette garantie donne droit à une réduction de prix si le bien est conservé ou à un remboursement intégral contre restitution du bien.

Garanties des contenus numériques fournis ponctuellement

Encadré réglementaire prévu par l'annexe à l'article D. 211-3 du Code de la consommation.

Le consommateur dispose d'un délai de deux ans à compter de la fourniture du contenu numérique ou du service numérique pour obtenir la mise en œuvre de la garantie légale de conformité en cas d'apparition d'un défaut de conformité. Durant un délai d'un an à compter de la date de fourniture, le consommateur n'est tenu d'établir que l'existence du défaut de conformité et non la date d'apparition de celui-ci.

La garantie légale de conformité emporte obligation de fournir toutes les mises à jour nécessaires au maintien de la conformité du contenu numérique ou du service numérique.

La garantie légale de conformité donne au consommateur droit à la mise en conformité du contenu numérique ou du service numérique sans retard injustifié suivant sa demande, sans frais et sans inconvénient majeur pour lui.

Le consommateur peut obtenir une réduction du prix en conservant le contenu numérique ou le service numérique ou il peut mettre fin au contrat en se faisant rembourser intégralement contre renoncement au contenu numérique ou au service numérique, si :

1° Le professionnel refuse de mettre le contenu numérique ou le service numérique en conformité ;

2° La mise en conformité du contenu numérique ou du service numérique est retardée de manière injustifiée ;

3° La mise en conformité du contenu numérique ou du service numérique ne peut intervenir sans frais imposés au consommateur ;

4° La mise en conformité du contenu numérique ou du service numérique occasionne un inconvénient majeur pour le consommateur ;

5° La non-conformité du contenu numérique ou du service numérique persiste en dépit de la tentative de mise en conformité du professionnel restée infructueuse.

Le consommateur a également droit à une réduction du prix ou à la résolution du contrat lorsque le défaut de conformité est si grave qu'il justifie que la réduction du prix ou la résolution du contrat soit immédiate. Le consommateur n'est alors pas tenu de demander la mise en conformité du contenu numérique ou du service numérique au préalable.

Dans les cas où le défaut de conformité est mineur, le consommateur n'a droit à l'annulation du contrat que si le contrat ne prévoit pas le paiement d'un prix.

Toute période d'indisponibilité du contenu numérique ou du service numérique en vue de sa remise en conformité suspend la garantie qui restait à courir jusqu'à la fourniture du contenu numérique ou du service numérique de nouveau conforme.

Les droits mentionnés ci-dessus résultent de l'application des articles L. 224-25-1 à L. 224-25-31 du code de la consommation.

Le professionnel qui fait obstacle de mauvaise foi à la mise en œuvre de la garantie légale de conformité encourt une amende civile d'un montant maximal de 300 000 euros, qui peut être porté jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires moyen annuel (article L. 242-18-1 du code de la consommation).

Le consommateur bénéficie, en outre, de la garantie légale des vices cachés en application des articles 1641 à 1649 du code civil, pendant une durée de deux ans à compter de la découverte du défaut. Cette garantie donne droit à une réduction de prix si le contenu numérique ou le service numérique est conservé ou à un remboursement intégral contre renonciation au contenu numérique ou au service numérique.

10 Utilisation des contenus et propriété intellectuelle

Les contenus et créations sont protégés par les droits de propriété intellectuelle applicables. L’achat d’un fichier accorde une licence d’utilisation selon les conditions précisées sur sa fiche. Sauf licence différente expressément proposée et acceptée, cette utilisation est personnelle et familiale.

L’impression des fichiers prévus à cet effet est autorisée dans ce cadre. Le partage des fichiers, leur publication en ligne, leur revente ou leur distribution à des tiers nécessitent une autorisation. L’utilisation pour une classe, une association ou un groupe nécessite une licence adaptée lorsque cette offre est proposée. Les exceptions légales au droit d’auteur restent applicables.

11 Données personnelles

Les données nécessaires à la commande sont utilisées pour son traitement, le paiement, la fourniture des produits, la facturation et le suivi de la relation avec la cliente. Les finalités, bases juridiques, destinataires, durées de conservation et droits sont précisés dans la politique de confidentialité : **shalvamagazine.fr/privacy-policy**

L’achat n’emporte pas automatiquement inscription aux communications commerciales. Les préférences de communication peuvent être gérées selon les modalités indiquées lors de leur recueil et dans chaque message.

12 Réclamations et médiation

Toute réclamation peut être adressée à contact@shalvamagazine.fr ou par courrier à l’adresse professionnelle du vendeur indiquée à l’article 1.

Après une réclamation écrite préalable restée sans solution, la cliente peut saisir gratuitement le médiateur de la consommation auquel le vendeur a adhéré, dans les conditions légales de recevabilité et dans un délai maximal d’un an suivant sa réclamation écrite.

Médiateur : **[NOM À COMPLÉTER APRÈS ADHÉSION AU DISPOSITIF]**. Adresse : **[À COMPLÉTER]**. Site internet et modalités de saisine : **[À COMPLÉTER]**.

Le recours à la médiation est facultatif pour la cliente et ne la prive pas de son droit de saisir une juridiction.

13 Droit applicable et conservation du contrat

Les présentes conditions sont soumises au droit français, sans priver la cliente des dispositions impératives protectrices qui lui seraient applicables. À défaut de résolution amiable, la juridiction compétente est déterminée selon les règles légales en vigueur.

Les conditions applicables sont celles acceptées lors de la commande. La cliente est invitée à conserver sa confirmation et les conditions qui l’accompagnent. Lorsque le montant du contrat électronique atteint le seuil légal de 120 €, le vendeur assure sa conservation pendant la durée légale de 10 ans, dont le point de départ est déterminé conformément aux règles applicables. La cliente peut demander l’accès à ce contrat à contact@shalvamagazine.fr.

Annexe Formulaire de rétractation

Veuillez compléter et renvoyer le présent formulaire uniquement si vous souhaitez vous rétracter d'un contrat ouvrant droit à la rétractation. Il ne s'applique pas aux magazines vendus à l'unité, ni aux contenus numériques pour lesquels le droit a été valablement perdu.

À l'attention de **[NOM DU VENDEUR, ADRESSE POSTALE ET E-MAIL]**.

Je/Nous (*) vous notifie/notifions (*) par la présente ma/notre (*) rétractation du contrat portant sur la vente du bien (*)/pour la prestation de services (*) ci-dessous :

Produit ou contenu concerné : _____

Numéro de commande : _____

Commandé le (*)/reçu le (*) : _____

Nom du/des consommateur(s) : _____

Adresse du/des consommateur(s) : _____

_____

Signature du/des consommateur(s), uniquement en cas de notification sur papier :

_____

Date : _____

(*) Rayez la mention inutile.